

SUISSE-AFRIQUE

Être à la hauteur

SUISSE-AFRIQUE

Helvètes et sans complexes

Neutre, solidaire, rigoureuse, discrète mais influente... **La Confédération dit avoir bonne réputation sur le continent** et compte bien la cultiver. Tout en donnant un peu plus de visibilité à ses relations bilatérales, notamment en matière de business.

OLIVIER CASLIN, envoyé spécial



Le Palais fédéral
à Berne, siège
du gouvernement
et du Parlement.



PHOTONONSTOP

Qu'il parle au nom de l'État fédéral ou de l'un de ses cantons, en tant que représentant du secteur privé ou de la communauté d'affaires, le Suisse tient à rappeler que le pays « n'a pas de passé colonial ». Ce qui expliquerait les bonnes relations – « sans sous-entendu ni agenda caché » – que la Confédération entretient avec l'Afrique.

Des échanges qui se sont densifiés et diversifiés ces dernières années, à mesure que la croissance de la plupart des pays du continent a décollé, pour sortir « du tout-aide au développement en vigueur jusque dans les années 1990 », comme le rappelle Anne Lugon-Moulin, chef de la division Afrique subsaharienne au sein du département fédéral des Affaires étrangères (DFAE, *lire l'interview pp. 66-67*).

S'il Suisse aime insister sur sa neutralité internationale reconnue – qui inspire confiance sur le continent –, ainsi que sur la sincérité de ses actions diplomatiques, ses rapports avec l'Afrique ont leur part d'ombre et n'ont pas toujours été désintéressés. Ainsi, dans les années 1960-1970, la Confédération n'a pas hésité à soutenir plus ou moins discrètement des pays aussi peu démocratiques que le Zaïre de Mobutu ou l'Afrique du Sud pro-apartheid, tant qu'ils étaient farouchement anticommunistes et bien dotés en matières premières... Un passé et une realpolitik rarement évoqués à Berne.

Aujourd'hui, si le département des Affaires étrangères fait usage de discréction, c'est davantage pour son rôle diplomatique dans le règlement de conflits ou l'avancée de processus de paix au Darfour, au Soudan du Sud, au Burundi, en Somalie, ou plus récemment au Mali et en Centrafrique.

La croix blanche sur fond rouge du drapeau de la Confédération remplace, le temps de la médiation, la tout aussi célèbre croix rouge sur fond blanc du CICR, dont le siège est installé, depuis la création de l'organisme en 1863, avenue de la Paix, à Genève. Ce rôle de médiateur, le plus souvent joué en coulisses, renforce l'image de partenaire neutre, ouvert et fiable que s'est forgée la Suisse auprès des pays du continent. Un statut conforté par le rayonnement de cette Genève internationale si appréciée des responsables politiques et économiques africains (*lire pp. 78-80*).

Une aubaine pour la Confédération qui, au fil du temps, s'est constitué un carnet d'adresses unique en son genre à travers le continent, sur lequel peut s'appuyer son réseau diplomatique

et consulaire. Bien sûr, compte tenu de sa taille, il n'est pas question pour la Suisse d'installer des représentations dans chacun des 54 pays. Mais avec ses 19 ambassades (auxquelles s'ajoute celle en Libye, actuellement fermée) et les 19 bureaux de la Direction du développement et de la coopération (DDC), dont 8 installés indépendamment des représentations diplomatiques, la Suisse couvre l'essentiel du continent, en fonction de ses intérêts.

COLLABORATION. Ces dernières années, le regroupement sur un même lieu de différentes directions du DFAE illustre la volonté du gouvernement fédéral de mutualiser les moyens et les énergies de ses services. Même si chacun prend soin de garder ses propres prérogatives et processus de décision. En effet, l'exécutif a longtemps été accusé par de nombreux observateurs de n'avoir pas une seule mais plusieurs politiques africaines, qui pouvaient se chevaucher selon la teneur des différents dossiers – diplomatique, économique ou liée à l'aide au développement.

Désormais, la volonté est d'amener ces services, en Afrique comme à Berne, à davantage de collaboration, dans un souci de cohérence et d'efficacité. Peut-être aussi de transparence. En la matière, la Suisse a redoré son blason depuis près de quinze ans avec la première restitution, en 2004, des fonds Abacha – du nom de ces sommes cachées en Suisse par Sani Abacha, qui a dirigé le Nigeria de 1993 à 1998 –, et dont une nouvelle tranche a été remise en 2015. Entre-temps, en 2009, la Confédération a autorisé la levée du secret bancaire, et la prochaine

étape consistera peut-être à contraindre les entreprises établies en Suisse à dévoiler leurs activités dans les pays en développement, si la votation populaire demandée par plusieurs ONG helvétiques a bien lieu début 2018 (*lire p. 74*).

Direction politique et DDC au sein du DFAE, secrétariat d'État à l'Économie (Seco) au sein du département fédéral de l'Économie, de la Formation et de la Recherche (DEFR), qui régit aussi certains accords scientifiques, ou encore département fédéral de Justice et Police (DFJP) pour les questions migratoires (jugées inquiétantes par la Suisse, qui vient de signer un partenariat avec le Nigeria sur le sujet)... Les services fédéraux sont de plus en plus nombreux à porter leur attention vers l'Afrique, ce qui explique également le souci de les rapprocher et de coordonner leurs actions.



UN FONDS EN FORME

Peu de gens le savent, mais la Suisse dispose d'un fonds souverain similaire à celui de la Norvège: le Swiss Investment Fund for Emerging Markets (Sifem), qui a repris en 2011 le portefeuille d'investissements du secrétariat d'État à l'Économie (Seco). Si le Sifem est discret, il a tout de même investi un total de 708 millions de dollars (environ 635 millions d'euros) dans 108 projets (de sa création à la fin 2015), dont près d'un tiers en Afrique,

principalement via des fonds gérés par d'autres institutions et intermédiaires financiers. Société anonyme détenue à 100 % par la Confédération, le Sifem est géré par Obviam, une société privée de conseil en investissement, qui assure sa direction commerciale et la gestion de son portefeuille. Sa principale mission: financer les projets des PME-PMI dans les pays émergents et en développement, où le secteur privé manque souvent de capital-risque. ● o.c.

Le secteur privé s'est également organisé pour répondre aux poussées de croissance enregistrées sur le continent. Créé en 2010, le Cercle d'affaires Suisse-Afrique (SABC, lire l'interview p. 68) est devenu le lieu de rencontre privilégié des entreprises présentes en Afrique, ou intéressées par les marchés africains, sur lesquels il vient relayer et renforcer le réseau des Chambres de commerce et d'industrie (CCI).

La Suisse, confédérale et cantonale, publique et privée, s'organise donc pour affirmer ses liens et ses positions, mais aussi les étendre, en s'appuyant sur sa réputation. Et sur un continent africain qui, lui-même, « multiplie les alliances et les partenariats pour accélérer son développement », ainsi que s'en réjouit Anne Lugon-Moulin. Pour les Suisses, l'union semble bien faire la force. ●

Les échanges Suisse-Afrique en 2015

4,34 milliards d'euros

51,62 milliards d'euros
France-Afrique

177,9 millions d'euros
Monaco-Afrique

Exportations
(depuis la Suisse vers l'Afrique)

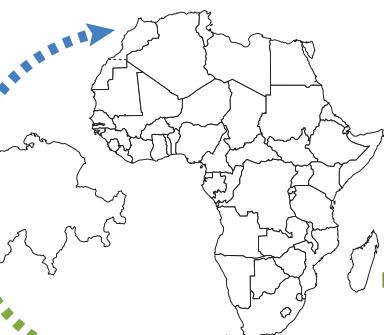
2,94 milliards d'euros

Importations
(en Suisse depuis l'Afrique)

1,4 milliard d'euros

• En baisse de 12,7 % par rapport à 2014, mais en hausse de 43 % en comparaison avec 2005, où elles n'atteignaient que 2,05 milliards d'euros.

• Les exportations vers l'Afrique représentent 2 % du total des exportations suisses (6 % des exportations françaises) et sont principalement issues de la **chimie** et de la **pharmacie**, de l'**industrie des machines et de l'électronique**, de l'**horlogerie**, des **instruments de précision** et de la **métallurgie**.



• Une chute de 48,9 % par rapport à 2014, qui s'explique par l'**effondrement des cours des matières premières** et la **forte baisse des achats de produits pétroliers** (-73 % en un an) en provenance de Libye, d'Algérie et d'Egypte. Ces chiffres sont également en baisse de 57,8 % en comparaison avec 2005, où ils s'élevaient à 3,32 milliards d'euros.

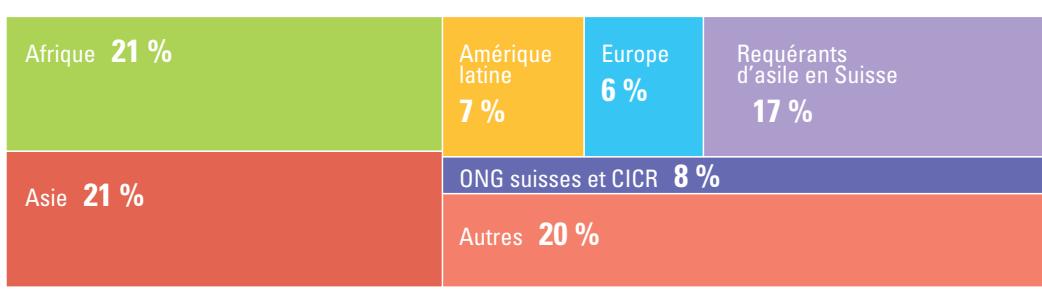
• Les importations depuis l'Afrique représentent 0,9 % du total des importations suisses (5 % des importations françaises) et sont encore peu diversifiées puisqu'elles restent essentiellement constituées de matières premières – **pétrole** surtout (506 millions d'euros en 2015, contre 1,37 milliard en 2014) et **métaux précieux** –, ainsi que de **produits agricoles et textiles**.

SOURCES : ADMINISTRATION FÉDÉRALE DES DOUANES (AFD), JUIN 2016 - DOUANES FRANÇAISES, JUILLET 2016 - INSTITUT MONÉGASQUE DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (IMSEE), AVRIL 2016

Aide publique au développement

Répartition de l'APD bilatérale en 2015

De 1,4 milliard, soit 0,33 % du revenu national brut (RNB) en 2000, l'aide publique au développement (APD) bilatérale suisse est passée à 3,1 milliards d'euros en 2015, soit 0,52 % du RNB, dont 505,5 millions d'euros pour l'Afrique.



SOURCES : DDC, SEC, SECO, MAI 2016



Grow your network of companies active in Africa.
Développez votre réseau d'entreprises actives en Afrique.

Foster partnerships with companies and investors active on the continent.
Renforcez vos partenariats avec les entreprises et les investisseurs les plus actifs sur le continent.

Share your experiences with other members.
Partagez vos expériences avec les autres membres de l'association.

Leverage a network covering the public and private sectors in Switzerland and Africa.
Tirez parti d'un réseau couvrant le secteur public et privé en Suisse et en Afrique.

This Special has been produced with contributions from the SABC,
the leading association facilitating business links between
Switzerland and Africa.

*Cette édition spéciale a été produite avec la contribution du SABC,
l'association incontournable pour la promotion des relations d'affaires
entre la Suisse et l'Afrique.*

For more information and to register: www.sabc.ch



DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

Livia Leu « L'élan est bien là, mais il doit être renforcé »

Responsable des relations bilatérales au sein du secrétariat d'Etat à l'Économie, l'ambassadrice a pour mission de **faciliter les échanges** avec le continent.

Livia Leu a mené toute sa carrière au sein du département fédéral des Affaires étrangères (DFAE). Elle était ambassadrice de Suisse en Iran (depuis 2009) lorsqu'en 2013 l'administration diplomatique l'a « prêtée », dit-elle, au secrétariat d'Etat à l'Économie (Seco), où elle dirige, depuis, les Relations économiques bilatérales. Née en 1961, avocate de formation, elle a été en poste au sein des missions diplomatiques suisses auprès des Nations unies à New York et en Egypte. Elle a également travaillé plusieurs années au sein de la division politique Afrique - Proche-Orient du DFAE, avant d'en prendre la tête de 2006 à 2008.

JEUNE AFRIQUE: Quelles sont les missions du Seco, et comment s'intègrent-elles à la diplomatie confédérale ?

LIVIA LEU: Le Seco s'occupe de toutes les questions de politique économique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. En direction de l'étranger, nous assurons la promotion des relations économiques et des échanges commerciaux et sommes également responsables de la coopération économique vers les pays émergents. Pour sa part, la Direction du développement et de la coopération (DDC) du DFAE gère la coopération avec les pays en développement, la lutte contre la pauvreté et la promotion de la paix.

Chaque département a assez d'autonomie pour garder ses compétences propres. Même si les relations économiques, politiques et diplomatiques sont évidemment liées, et que le gouvernement tient à renforcer la collaboration entre les différentes entités. La coopération

internationale de notre pays est elle-même en plein développement. DFAE, Seco et DDC présentent dorénavant ensemble leurs crédits-cadres au Parlement. Et c'est ensemble que nous travaillons, pour avoir davantage d'efficacité, de cohérence et d'impact. Ma nomination à la tête du centre de prestations Relations économiques bilatérales visait justement à renforcer ses relations quotidiennes avec le DFAE.

Avec quels pays africains le Seco travaille-t-il en priorité ?

Dans le domaine de la coopération économique et du développement, le Seco travaille avec quatre pays prioritaires : l'Afrique du Sud, le Ghana, l'Egypte et la Tunisie. Lors du Printemps arabe, nous avons renforcé notre présence en Afrique du Nord, devenue une zone prioritaire. Nos actions portent surtout sur l'amélioration de la compétitivité de ces pays et la diversification de leurs exportations, pour qu'ils puissent mieux se défendre sur un marché globalisé et intégrer l'économie mondiale.

Comment qualifiez-vous les relations commerciales Suisse-Afrique ?

La Suisse a toujours eu le plus grand intérêt pour l'Afrique et il s'est renforcé

Isabelle Chevalley, la politique du colibri

44 ans, conseillère nationale (Parti vert'libéral), présidente de l'intergroupe parlementaire Suisse-Afrique



Depuis cinq ans, Isabelle Chevalley est branchée en continu sur l'Afrique. À peine rentrée d'un séjour au Sénégal pour l'une des ONG dont elle est membre, la conseillère nationale (députée) se prépare à décoller dès le lendemain, cette fois en direction du Niger, « pour tenter de voir ce qu'il se passe sur la mine d'Arlit », explique-t-elle. L'élu vaudoise n'arrête jamais. « Écologiste de droite », comme elle se définit elle-même, la cofondatrice du Parti vert'libéral semble prendre un malin plaisir à secouer les habitudes de ses collègues du Parlement fédéral, où elle siège depuis 2011. De retour d'une mission au Burkina

Faso, en 2013, elle les a même conviés à un « apéro insectes » qui a fait mouche, puisque la Suisse devrait devenir le premier pays d'Europe à autoriser la consommation de ces bestioles, début 2017 – « un exploit », selon la FAO. Un an plus tard, Isabelle Chevalley crée l'intergroupe parlementaire Suisse-Afrique, qui réunit aujourd'hui une cinquantaine de conseillers des deux chambres fédérales, plus quelques ambassadeurs africains accrédités en Suisse. Ce « club » est devenu un point de rencontre incontournable pour tous les Suisses qui s'intéressent de près à l'Afrique.



ANNA PIZZOLANTE/REZO.CH

C'est grâce à l'un de ses camarades de promotion à l'université de Lausanne, de nationalité comorienne, qu'Isabelle Chevalley découvre l'Afrique, en 1998. Depuis, cette chimiste de formation se dit « contaminée ». Engagée en politique mais aussi auprès de plusieurs ONG, elle poursuit l'objectif de « nettoyer le continent et d'y créer de l'emploi » en développant les énergies renouvelables, en créant des banques de céréales, en recyclant les sacs plastique... Sans autre prétention que de « faire sa part, comme le colibri qui lâche une goutte d'eau pour éteindre l'incendie », commente la parlementaire dans un sourire. ● o.c.

Anne Lugon-Moulin, un chemin africain



© DR

Entre Anne Lugon-Moulin et l'Afrique, c'est une longue histoire. « Durant mes années d'université, j'avais déjà envie de partir en Afrique », se souvient l'ambassadrice. Au Palais fédéral, dans son bureau qui domine l'Aar, la rivière qui traverse Berne, le décor se réduit à une carte du continent et à un bibelot mauricien.

44 ans, chef de la division Afrique subsaharienne au département fédéral des Affaires étrangères (DFAE)

Après un master en économie du développement obtenu à Nottingham (Grande-Bretagne), elle est recrutée par le service des questions économiques générales (l'actuel Seco), où elle restera un peu moins de deux ans. Elle rejoint ensuite l'équipe de l'association Transparency International, installée dans la capitale confédérale, mais elle est vite rattrapée par ses envies d'ailleurs. Bye-bye la Suisse, donc : en 2001, elle file au Rwanda pour intégrer l'équipe locale du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, où elle restera trois ans. À son retour

en Suisse, Anne Lugon-Moulin garde le contact avec le continent, au sein de la Direction du développement et de la coopération (DDC) du DFAE, qu'elle quitte en 2008 pour rejoindre pendant deux ans l'équipe du Basel Institute on Governance, un organisme spécialisé entre autres dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Elle écrit aussi une nouvelle, très remarquée. Puis elle réintègre la DDC à un poste de management et, trois ans plus tard, en 2013, elle prend la tête de la division Afrique subsaharienne de la DFAE. ● o.c.

ces dernières années, la croissance économique africaine étant désormais l'une des plus rapides du monde. Cela dit, nos échanges restent modestes. L'élan est là, mais il doit être renforcé. C'est dans cet esprit que le Seco concentre ses efforts de coopération sur la diversification des exportations.

Bien sûr, l'Union européenne reste notre premier partenaire, mais l'économie suisse est très ouverte et s'intéresse au monde entier. Nos entrepreneurs n'ont pas peur d'aller sur des marchés qu'ils ne connaissent pas et ils bénéficient d'une proximité linguistique dans les pays francophones. Dans ce sens, la création du Cercle d'affaires Suisse-Afrique (*lire l'interview p. 68*) est très utile, car il facilite les prises de contact et la création de réseaux.

Observez-vous un renouveau des relations entre la Suisse et l'Afrique ?

Je ne parlerais pas de renouveau. Nous sommes davantage dans une continuité. Nous n'avons pas de passé colonial à gérer, et notre réputation est plutôt positive sur le continent, où nous sommes perçus comme des partenaires fiables, sans idée de domination. ●

Propos recueillis à Berne par OLIVIER CASLIN

BUSINESS

Anthony Travis « Nous offrons des technologies et un savoir-faire »

L'ancien courtier préside le Cercle d'affaires Suisse-Afrique.

Une association B2B qui constitue une plateforme d'échanges unique pour le secteur privé helvétique.

En 2010, lorsque les entrepreneurs helvètes créent le Cercle d'affaires Suisse-Afrique (SABC, Swiss-African Business Circle), ils en confient les rênes à un financier... d'origine britannique. « Peut-être considéraient-ils que j'étais celui qui connaissait le mieux le continent », répond d'un air malicieux Anthony Travis, gentleman de 68 ans résidant dans la Confédération depuis 1975 et détenteur du passeport suisse. L'ancien courtier en matières premières de Liverpool a passé deux ans au Zaïre (actuelle RD Congo) au milieu des années 1970. Il travaille alors pour PricewaterhouseCoopers (PwC), qui l'envoie ensuite à Lausanne, où il continue de travailler avec l'Afrique par l'intermédiaire de plusieurs ONG suisses. Près de trente ans plus tard, Anthony Travis rejoint l'International Peacebuilding Alliance, une organisation très présente dans la région des Grands Lacs, en même temps que le conseil d'administration de la Compagnie Benjamin de Rothschild (CBR), qui entretient depuis longtemps de solides liens



© AGOSTINO PACCIANI FOURJA

▲ **Le financier est membre du conseil d'administration de la Compagnie Benjamin de Rothschild.**

de compagnies, à part certaines, comme Nestlé, ont une présence historique sur le continent. Le SABC apporte une meilleure compréhension du contexte africain, avec une synergie importante entre ses membres.

Et pourquoi sont-ils intéressés par l'Afrique ?

Les entrepreneurs suisses cherchent de nouveaux marchés et l'Afrique est en plein développement. Elle présente l'avantage d'être géographiquement et linguistiquement proche. Le boom des

transformation des économies africaines et les aider à s'équiper pour produire elles-mêmes, en opérant des transferts de connaissances et de technologies sur les secteurs dans lesquels les entreprises suisses sont parmi les meilleures au monde.

Le pays a également l'avantage de ne pas avoir de passé colonial avec le continent. Il n'a pas d'agenda caché et, lorsqu'il offre son appui, il n'y a pas de sous-entendu. La Suisse inspire confiance en Afrique, politiquement en tant que pays neutre, et économiquement en proposant des technologies et un savoir-faire d'une qualité largement reconnue.

Que doit faire le secteur privé helvétique pour s'implanter davantage sur le continent ?

Les entreprises suisses doivent être sérieuses dans leur approche des marchés africains, notamment en recherchant sur place les meilleures ressources humaines disponibles. Elles doivent avoir une bonne compréhension des contextes propres aux différents pays. C'est certainement l'un des points sur lesquels le SABC peut contribuer le plus, et c'est pour cela qu'il nous faut encore grandir et renforcer notre présence sur le continent – afin d'attirer davantage de membres africains –, en nous appuyant notamment sur les différentes instances cantonales et fédérales. ●

Propos recueillis à Genève par OLIVIER CASLIN

Notre mission est d'apporter une bonne compréhension du contexte africain.

avec l'Afrique. Ces expériences en font aujourd'hui un homme d'influence. Au service du secteur privé suisse en Afrique.

JEUNE AFRIQUE : Qu'est-ce qui a motivé la création du SABC ?

ANTHONY TRAVIS : Nous sommes partis de l'idée qu'il fallait créer un organisme où les Suisses qui ont un intérêt pour l'Afrique et les Africains qui sont intéressés par la Suisse pourraient se rencontrer. Et c'est exactement ce que notre cercle propose à ses membres. L'Afrique est bien plus complexe qu'on ne le pense ici, où peu

matières premières a injecté de grands volumes de liquidités dans les économies locales, et nos compagnies ont beaucoup à leur offrir dans les domaines de l'ingénierie, de l'énergie, de l'agrobusiness, des technologies de l'information, des industries chimique et pharmaceutique. Sans oublier la finance.

Qu'est-ce qui différencie l'offre suisse de celles de la France ou du Royaume-Uni ?

Contrairement à ces deux pays, nous n'avons pas grand-chose à exporter. Nous pouvons donc contribuer à la

40 ANS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE EN AFRIQUE

Amélioration
des
recettes

Facilitation
du
commerce

Contribution
à la sécurité
nationale

Cotecna délivre aux gouvernements des services sur mesure grâce à l'intégration de technologies modernes et au développement de solutions innovantes.

Notre vocation et nos systèmes permettent aux administrations de lutter contre la fraude, d'améliorer la sécurité intérieure et de faciliter les échanges commerciaux licites aux frontières.

Nous répondons aux besoins et exigences de nos clients au travers de solides partenariats public-privé dont nous assurons le préfinancement, fournissant des solutions spécifiques telles que :



SYSTÈMES D'INSPECTION
NON-INTRUSIVE



CENTRE DE SUPERVISION DES
INSPECTIONS DOUNIÈRES



SUIVI ÉLECTRONIQUE
DU TRANSIT



CIBLAGE DE LA FRAUDE



BASE DE DONNÉES
NATIONALES VALEURS



VÉRIFICATION DE LA
CONFORMITÉ

Afin de pérenniser les solutions déployées, nos services incluent systématiquement des programmes de renforcement des capacités et de transfert de compétences, visant à l'efficacité et l'autonomie effective de nos clients institutionnels.

Cotecna, un partenaire de confiance à vos côtés.





© GLENCORE

▲ La Confédération gère 60 % des échanges mondiaux de métaux (cathodes de cuivre produites par Glencore, à Mopani, en Zambie).

MATIÈRES PREMIÈRES & ÉNERGIE

Les champions du négoce

Or, pétrole, sucre, café, céréales... Tout (ou presque) se vend et s'achète au niveau mondial depuis la Suisse. Un créneau qui implique **des sommes colossales et de nombreux acteurs**.

Grandes maîtres de la mondialisation, les traders spécialisés dans les matières premières ont établi depuis longtemps leurs quartiers généraux en Suisse, à l'instar de Trafigura et de Mercuria, installés à Genève, ou de Glencore, à Baar, dans le canton moins connu de Zoug. Les négociants ont choisi la Confédération pour la discréction qu'offre le pays, sa forte densité en banques d'affaires (*lire p. 72*), sa neutralité diplomatique – notamment vis-à-vis des pays africains –, mais aussi pour la présence sur son sol d'une communauté cosmopolite d'expatriés et de riches investisseurs.

Selon l'Académie suisse des arts et des sciences, la part des échanges mondiaux gérés aujourd'hui par la Confédération est de 60 % pour les métaux (or, cuivre, fer, etc.), 35 % pour le pétrole brut, 60 % pour le café, 50 % pour le sucre et 35 % pour les céréales.

Les cinq plus grandes sociétés de *trading* disposant d'un siège ou d'une direction opérationnelle en Suisse (Vitol, Glencore, Trafigura, Mercuria et Gunvor) ne cumulent pas moins de 45 % des

revenus du négoce mondial des matières premières. Ce chiffre passe même à 74 % si l'on y ajoute les groupes disposant d'une entité de *trading* ou d'une direction régionale en Suisse (Cargill, Koch Industries, Noble Group et Archer Daniels Midland).

LOGIQUES. Les opérations menées par les négociants suisses sur les marchés des matières premières peuvent être extrêmement complexes. Elles associent la

maîtrise des instruments financiers de couverture du risque et la nécessaire compréhension des logiques économiques et géopolitiques. Sans oublier la capacité à nouer des liens avec les décideurs politiques. Ce dernier point est évidemment le plus critiqué, compte tenu du secret qui entoure les négociations entre les États et les traders, en particulier celles liées aux contrats de vente des parts publiques de production de brut et de minerais.

MARGES. Davantage sous la loupe des ONG et des médias qu'ils ne l'étaient auparavant, les négociants publient aujourd'hui plus d'informations sur leur activité. Soit directement (sous forme de rapport annuel pour Trafigura), soit via des agences telles que Bloomberg ou Reuters. « Si l'on est encore loin d'une réglementation spécifique au négoce, l'idée d'une transparence des paiements [entre sociétés et gouvernements] applicable non plus seulement aux activités extractives, mais aussi aux opérations commerciales – par exemple les ventes de pétrole par les sociétés nationales – fait son chemin en Suisse et dans l'Union européenne », analyse Marc Guéniat, de l'ONG Public Eye (ex-Déclaration de Berne, *lire p. 74*). Une question sur laquelle les négociants sont divisés (*lire ci-dessous*).

Transparence ou pas, en dépit des cours déprimés, la situation économique des maisons de négoce reste florissante. « Si les chiffres d'affaires, notamment des négociants en pétrole, ont baissé à la suite de la chute des cours, leurs marges ont augmenté. Ils profitent de la volatilité actuelle, avec des prix à terme plus élevés que dans l'immédiat, qui favorise les sociétés possédant d'importantes capacités de stockage », explique Marc Guéniat. ●

CHRISTOPHE LE BEC

TRAFIGURA, DE MOUTON NOIR À CHEVALIER BLANC

EN 2006, le géant du *trading* Trafigura avait été éclaboussé par l'affaire du *Probo Koala*: ce pétrolier battant pavillon panaméen, affrété par la compagnie suisse, avait déchargé plus de 500 tonnes de déchets toxiques dans le port d'Abidjan. Désormais dirigée par Jeremy

Weir, successeur du patron-fondateur Claude Dauphin, l'entreprise veut apparaître comme le chevalier blanc de la responsabilité sociale et environnementale. Un positionnement qui a entraîné sa sortie de la STSA (Swiss Trading and Shipping Association), une toute

jeune association créée en 2014 par des sociétés de négoce suisses, que Trafigura estimait insuffisamment active, notamment pour inclure le négoce dans le périmètre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). ●

C.L.B.

Hydroélectricité en Afrique

Energies renouvelables et durables pour le futur



ANDRITZ HYDRO est fournisseur mondial d'équipements et service électromécaniques pour les centrales hydroélectriques. Avec 175 ans d'expérience et plus de 31 000 turbines installées, nous sommes leader du marché mondial de production d'énergie hydraulique.

L'Afrique nous passionne: présent depuis plus de 100 ans, ANDRITZ HYDRO a fourni ou réhabilité près de 50% de la capacité hydroélectrique en Afrique - grande hydro, service, réhabilitation et petite hydro.

Nous sélectionnons la meilleure solution - « from water-to-wire ».



FINANCE

Un hub incontournable

À l'origine directement liés aux activités des traders, les banques, les cabinets de conseil et les assureurs adaptent leurs services à des marchés africains **de plus en plus diversifiés et rentables**.



ARND WIEGMANN/REUTERS

▲ Le siège social d'UBS, à Zurich.

Banques privées, assureurs, gestionnaires de fortune, conseillers stratégiques, cabinets d'intelligence économique, avocats d'affaires... Difficile de faire un pas à Genève sans passer devant les plaques de ces acteurs du monde de la banque et de la finance, dont la plupart comptent une large clientèle d'opérateurs africains et de groupes internationaux actifs sur le continent. À la fois intermédiaires et facilitateurs, associés à une culture de discrétion, de rigueur, de savoir-faire et de faible régulation, ces établissements et cabinets ont développé une panoplie de services financiers à destination des marchés les plus lucratifs d'Afrique.

C'est tout d'abord dans le secteur de l'or que se sont depuis longtemps spécialisés le Crédit suisse, l'Union des banques suisses (UBS) et l'ex-Société de banque suisse, en représentant de grands investisseurs auprès des miniers africains. La Suisse, qui abrite quatre des plus grandes raffineries d'or du monde, voit transiter sur son sol 70 % de la production d'or de la planète.

Les banques traditionnelles sont également présentes dans le financement de grands projets d'infrastructures. « Un rôle qu'elles délaissent de plus en plus à des capital-investisseurs, comme Inoks Capital, pour être plus opérationnelles

dans des activités de banque privée, de gestion de patrimoine, de financement des exportations suisses vers l'Afrique et de *trading* », observe Michael Rheinegger, directeur général du Cercle d'affaires Suisse-Afrique (SABC, lire p. 68).

Si la Banque cantonale de Genève (BCGE) et la Banque cantonale vaudoise (BCV) sont très actives dans le financement du négoce de matières premières, d'autres peuvent agir comme « banques de

banques » en participant, comme UBS, au financement d'établissements bancaires africains.

Certains fonds, tels Bellevue Asset Management et son véhicule BB African Opportunities, investissent dans des entreprises africaines cotées. De son côté, Vital Capital Investment a levé un fonds de 500 millions de dollars (près de 448 millions d'euros) qui devrait permettre aux capitaux occidentaux d'être investis en Afrique dans des secteurs négligés.

MICROFINANCE. Dans les assurances, si Zurich Insurance Group s'est désengagé totalement du continent, Swiss Re a pris cette année le contrôle du nigérian Leadway Assurance et, en 2015, de 27 % des parts de l'assureur kényan Apollo Investments. Autres activités qui prennent de l'ampleur, l'investissement à impact social (*impact investing*) et la microfinance, dont 60 % à 80 % des fonds mondiaux transitent par la Suisse, notamment via Symbiotics, Blue Haven Initiative et ResponsAbility.

Grâce à sa stabilité politique comme monétaire, et à la possibilité d'établir des comptes en dollars et en euros, la place suisse attire les fortunes africaines, qui confient la gestion de leur portefeuille à des cabinets comme Ashburton ou Emeraude Suisse Capital, en cherchant à diversifier au mieux leurs placements. Et, comme le relève Michael Rheinegger, « avec l'augmentation du nombre de grandes fortunes, notamment au Nigeria, en Angola et au Kenya, le rôle de la Suisse en ce domaine devrait s'accroître ». ●

RÉMY DARRAS

RETOUR À GENÈVE POUR L'AFRICA CEO FORUM

À près un détour par Abidjan en 2016, l'Africa CEO Forum reprendra en 2017 le chemin de Genève, où s'étaient déroulées ses trois premières éditions. Plus de 1000 grands patrons et décideurs sont attendus les 20 et 21 mars prochain à l'Intercontinental pour ce qui est devenu le plus grand rendez-vous international du secteur privé africain, coorganisé par la Banque africaine de développement,

la société suisse Rainbow Unlimited et le groupe Jeune Afrique. « Ce retour aux sources répond aux ambitions de la ville d'être un véritable trait d'union avec les marchés africains », rappelle Vincent Subilia, directeur adjoint et responsable des affaires internationales de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève. Les berges du Léman accueillant la plus forte concentration d'hôtels multi-étoilés du monde, la ville dispose de

tous les équipements nécessaires à la réception de ces hôtes de marque, parmi lesquels le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn, très attendu dans la capitale cantonale, où vivent plusieurs milliers de ses compatriotes. Ce sera l'occasion pour Genève, dont plus de 40 % de la population est étrangère, de montrer qu'elle est plus que jamais ouverte sur le reste du monde. ●

OLIVIER CASLIN

EMERAUDE

SUISSE CAPITAL



www.escap.ch



Société financière suisse régulée, affiliée VSV-ASG

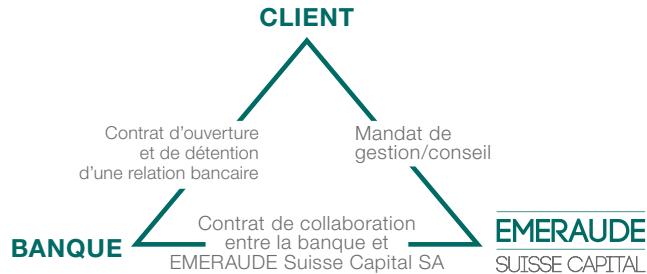
VOTRE PARTENAIRE FINANCIER DE RÉFÉRENCE À L'INTERNATIONAL

À l'heure où les procédures d'ouverture et la détention d'un compte auprès d'une banque internationale deviennent de plus en plus compliquées pour les résidents africains, **Emeraude Suisse Capital SA** s'impose comme étant la société de conseil financier incontournable.

Libre de tout conflit d'intérêt, **Emeraude Suisse Capital SA** vous offre une gestion indépendante, efficiente et performante de vos avoirs.

EMERAUDE Suisse Capital SA

Boulevard du Théâtre 2
1204 Genève – Suisse
Tél.: +41 22 319 19 40
Fax: +41 22 319 19 41
contact@escap.ch



Comptes commerciaux
Family office
Gestion/Conseil en placement
Planification successorale
Création de société
Redomiciliation

BONNES PRATIQUES

Recettes garanties

Les leaders mondiaux de la certification sont suisses et leurs services sont de plus en plus sollicités sur le continent.

S' il est un domaine où la Suisse est championne du monde, c'est celui de la certification. Et depuis longtemps : SGS a démarré ses activités en 1878, et Cotecna en 1974. Séparées par l'embouchure du Rhône, les deux sociétés genevoises dominent de loin le secteur, sur presque tous les continents. La première dispose de 1 800 bureaux et laboratoires pour 85 000 employés répartis dans 141 pays. Cotecna compte quant à elle plus de 150 bureaux et 4 000 collaborateurs dans une cinquantaine de pays. L'Afrique pèse lourd dans les résultats des deux sociétés, toutes deux très présentes sur le continent, « où les besoins en matière de certification, de vérification, de contrôle et d'analyse des risques sont immenses », explique Robert Massey, PDG de Cotecna.

Et c'est exactement la palette de services que les deux entreprises proposent



COTECNA

▲ Scanner de contrôle de marchandises en Afrique de l'Ouest.

à leurs clients respectifs, publics comme privés. À leur demande, elles mettent aux normes internationales les différents ports du continent (maritimes, fluviaux, secs) en apportant leur expertise en matière de certification et en les équipant de matériels de dernière génération, qui permettent notamment aux États de sécuriser leurs recettes douanières. Pour l'utilisation des moyens de vérification non intrusifs (comme les scanners) et

pour leur maintenance, « le travail de formation des personnels, réalisé sur place, est primordial », confie Robert Massey. « L'Afrique reste un continent à très fort potentiel », conclut le patron de Cotecna, qui a d'ailleurs racheté en 2015 le sud-africain Coal Lab, très présent sur l'inspection des chargements de minéraux, confirmant l'attention que porte la société au secteur des matières premières. ●

OLIVIER CASLIN

DANS LE RADAR DE PUBLIC EYE

En fidèle gardien du respect des bonnes pratiques sociales des entreprises de la Confédération dans les pays en développement, cela fait bientôt cinquante ans que la Déclaration de Berne (DB) « ne lâche pas son os », selon l'expression de Géraldine Videt, membre du conseil d'administration et responsable de communication de l'association. Créée en 1968 sur la base du manifeste du même nom, elle avait pour but initial de contraindre l'État fédéral à repenser son aide aux pays du Sud. Depuis, elle a largement étendu son spectre d'intervention.

Aujourd'hui, l'association se réorganise et se modernise. En 2012, elle a notamment regroupé ses bureaux de Zurich et de Lausanne au sein d'une seule structure dans la capitale vaudoise et, en mai, pour être mieux identifiée par les plus jeunes, elle s'est rebaptisée Public Eye. Des évolutions qui ne la font en rien dévier de ses activités. Bien au contraire.

Sa stratégie : enquêter, rapporter et mobiliser les médias et les décideurs politiques pour changer les choses. Avec quelques beaux succès comme la levée du secret bancaire en Suisse, « que la DB réclamait depuis les années

1980 », rappelle Marc Guéniat, chargé des enquêtes.

L'ONG a lancé mi-septembre une campagne sur les matières premières et les négociants suisses. Avec ses partenaires africains, elle demande aux sociétés concernées et aux pouvoirs publics de prendre

des mesures concrètes, notamment la création d'une autorité de surveillance du secteur au niveau confédéral. Sa prochaine mobilisation : le suivi de l'initiative populaire (une procédure qui permet à des citoyens de proposer qu'un texte soit soumis à leur votation), menée avec d'autres organismes, qui porte sur l'adoption d'une loi contraignant les entreprises domiciliées en Suisse à une totale transparence sur leurs activités à l'étranger. Mais compte tenu des allers-retours avec le Parlement fédéral, la votation ne devrait pas être organisée avant 2018. ●

L'ONG est soutenue par

25 000 membres
qui financent

90 %
de son budget

o.c.

« ÊTRE SUISSE, C'EST UN ATOUT POUR RÉUSSIR EN AFRIQUE »

Originaire du canton de Vaud, Jean Claude Gandur est un homme d'affaires avisé, doublé d'un collectionneur d'art passionné. Diplômé en droit, sciences politiques et histoire des universités de Lausanne et de Paris Panthéon-Sorbonne, il a gardé de son enfance égyptienne un fort attachement pour l'Afrique. Il lui a consacré toute sa carrière et y a connu, pour de nombreux observateurs, un succès fulgurant. Avec nous, il revient sur ses années de développement sur le continent.



Jean Claude Gandur,
fondateur d'AOG

Pourquoi, il y a bientôt 30 ans, avez-vous fait le pari de créer une société spécialisée sur l'Afrique subsaharienne ?

Jean Claude Gandur : À mes débuts, je travaillais pour Philipp Brothers, une société américaine qui était l'un des plus gros négociants de matières premières au monde. Il s'agissait de vendre des produits pétroliers sur le continent et de se faire un nom, en l'occurrence celui de mon employeur. En fait, j'ai découvert qu'en Afrique, les gens réagissent différemment. Ils sont plus attachés à la personne qu'au nom de la société. En 1987, quand j'ai créé Addax et Oryx (AOG), ils m'ont fait confiance. Cet état d'esprit, qui continue à exister, m'a donné le courage de me lancer dans une aventure pareille.

Vous êtes ensuite passé de statut de négociant à celui d'investisseur...

J.C. G. : Au début, nous faisions du trading, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Zaïre, au Congo Brazzaville et au Niger. L'importation des produits pétroliers était gérée par des sociétés d'État et nous répondions à leurs appels d'offres. J'ai rapidement constaté que seuls les majors disposaient de structures pétrolières en propre, ce qui leur permettait, par exemple, de livrer plus rapidement. En 1989, nous avons été le premier groupe indépendant à investir dans de grosses installations de stockage. Nous en avons aujourd'hui au Sénégal, en Sierra Leone, au Bénin, en Tanzanie, au Nigéria et en Espagne à Las Palmas.

Aujourd'hui, les stations-service à l'enseigne d'Oryx Energies se multiplient sur le continent.

Quand avez vous pris ce virage ?

J.C. G. : En 1997, quand nous avons acheté les actifs d'Agip Tanzanie, il y avait non seulement les structures de

stockage, mais aussi 80 stations-service. Comme les majors continuaient de se désengager de l'Afrique, nous avons décidé de les garder et d'investir dans ce créneau. Aujourd'hui, nous avons des stations-service dans 10 pays, y compris au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Burkina, en Tanzanie et depuis peu au Kenya. Nous sommes le premier groupe pétrolier indépendant d'Afrique, avec des installations de stockage de pétrole, mais aussi de gaz, ainsi que deux usines de lubrifiants très modernes, au Togo et en Tanzanie.

Confirmez-vous le dynamisme des économies africaines ?

J.C. G. : Totalement. Il y a dix ans, quand nous avons commencé en Tanzanie, le marché était de 400 000 tonnes par an, tous produits confondus. Il est aujourd'hui à 2 millions de tonnes. Dans l'ensemble, la baisse des cours du pétrole a entraîné une augmentation d'environ 20 % de la demande des particuliers en l'espace de 18 mois. Cela traduit nettement l'augmentation du pouvoir d'achat.

Être une société suisse en Afrique, c'est un avantage ?

J.C. G. : C'est un atout et beaucoup de mes clients me reprochent de ne pas le mettre en avant. «C'est une chance, tu n'as pas de passé colonial, pas de passif non plus», me disent-ils... Ce qui est certain, c'est qu'un Suisse peut réussir aussi bien en pays francophones qu'anglophones alors que les mentalités sont totalement différentes. Dans tous les cas, c'est plus facile d'avoir le «fit» avec les gens. On n'a aucun handicap et c'est tant mieux. La compétition avec les jeunes acteurs est féroce.

 **ORYX**
ENERGIES
oryxenergies.com

FORMATION & INNOVATION

Moocs & compagnie

Ces cours gratuits en ligne dispensés par **l'École polytechnique fédérale de Lausanne** sur le continent sont un succès. Plusieurs universités africaines se lancent à leur tour.

Confortablement installée sur les rives du Léman, l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) confirme d'emblée sa réputation, à la pointe de l'innovation. Dès l'entrée sur le campus, en apercevant l'architecture en forme de vague du Rolex Learning Center (bibliothèque géante aux lignes futuristes inaugurée en 2010), le visiteur comprend qu'il met un pied dans le futur. La bonne nouvelle pour l'Afrique, c'est que l'EPFL a placé le continent au cœur de sa quête de l'excellence, sous l'impulsion notamment du visionnaire Patrick Aebischer, qui dirige l'université depuis 2000.

« C'est lors du 13^e sommet de la Francophonie, à Montreux, en 2010, qu'il s'est rendu compte du véritable déficit qu'accusait l'Afrique en matière

Plus de 1 million d'étudiants ont suivi une cinquantaine de cours en trois ans.

d'accès à l'enseignement supérieur et qu'il a décidé qu'il devait être comblé », explique Marius Burgat, chef de projet à l'EPFL. Ce dernier gère aujourd'hui l'une des principales innovations de l'école en matière d'enseignement : les

moocs (*massive open online courses*). Des cours en ligne ouverts à tous, dont l'EPFL est l'un des grands précurseurs. Raison pour laquelle se succèdent à Lausanne les délégations universitaires venues d'Europe et d'Afrique.

STUDIO. Établie sur la mise à disposition de cours en ligne gratuits données par des universitaires via des plateformes de diffusion, la formule, particulièrement bien adaptée aux besoins africains, connaît un énorme succès. Et, en la matière, l'EPFL a

plus qu'un temps d'avance. Pour s'en convaincre, il suffit de visiter sa Mooc Factory, digne d'un studio télé, en plus sophistiqué.

« Il faut pouvoir répondre aux désiderata des professeurs et aux besoins propres à chaque cours dispensé », précise Sylvie Gitz-Leyvraz, responsable du programme MOOCs Afrique, pas peu fière de son bébé. En trois ans, elle a permis la production

AFROTECH PREND SON ENVOL AU RWANDA

En première ligne lorsqu'il s'agit de concevoir des solutions technologiques inédites pour l'Afrique, l'EPFL héberge Afrotech, un centre de recherche et développement (R&D) créé en 2012 par un ancien correspondant de l'hebdomadaire britannique *The Economist* au Kenya, Jonathan Ledgard. « Je

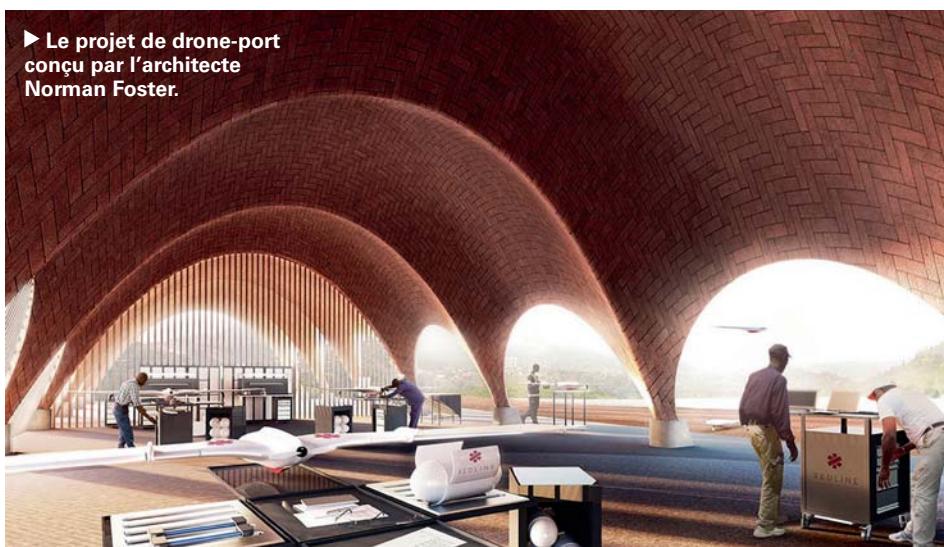
voulais m'appuyer sur un acteur reconnu et à la pointe sur les questions technologiques », explique l'Écossais féru de high-tech, qui se définit comme « un inventeur de futur ».

Le premier projet grandeur nature d'Afrotech, qui a nécessité un investissement total estimé à 7,2 millions de francs

suisses (6,6 millions d'euros), va prendre son envol ce mois-ci au Rwanda. Baptisé Red Line, il porte sur la livraison de médicaments et de matériel d'urgence par drone pour le compte de l'établissement du sang rwandais (National Blood Service). Les engins développés disposent d'une autonomie de 150 km, pour

une envergure de 6 m (contre 22 m pour les modèles militaires). Quant aux drone-ports, ils ont été conçus en collaboration avec l'EPFL par l'architecte star Norman Foster (Foster & Partners), qui vit à Gilly, dans le canton de Vaud. Les drones mis en service en octobre peuvent embarquer une charge maximale de 5 kg, qui devrait être portée jusqu'à 100 kg pour les prochains modèles afin de s'ouvrir aux activités commerciales. Selon Jonathan Ledgard, ils pourraient à l'avenir assurer 10 à 15 % du transport de marchandises. Le directeur d'Afrotech voit en effet plus loin. Soutenu par la Banque mondiale et la BAD, « qui adorent le projet », il imagine déjà des flottes estampillées Alibaba ou Amazon pour acheminer leurs commandes aux classes moyennes africaines. ●

► Le projet de drone-port conçu par l'architecte Norman Foster.





► Deux ingénieurs de l'université d'Abomey-Calavi du Bénin, en formation moocs à l'EPFL.

gestion des villes ou celle des aires protégées, très suivis dans de nombreux pays.

Pour diffuser la bonne parole, l'EPFL s'appuie sur le Réseau d'excellence des sciences de l'ingénieur de la Francophonie (Rescif), qu'elle a contribué à mettre en place en 2010. Le Rescif réunit aujourd'hui plus de quinze universités, dont cinq en Afrique. Parmi elles, l'Institut national polytechnique Félix-Houphouët-Boigny de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) – sur le campus duquel un studio de production vient d'être installé –, l'École nationale supérieure polytechnique de Yaoundé (Cameroun) et l'École supérieure polytechnique Cheikh-Anta-Diop de Dakar (Sénégal) cherchent à développer leurs propres moocs en s'appuyant sur le savoir-faire de l'EPFL qui, depuis septembre, leur a envoyé l'un de ses experts. Pour que l'Afrique s'approprie un peu plus la révolution éducative en marche ●

OLIVIER CASLIN

d'une cinquantaine de cours, vus en cumulé par plus de 1 million d'étudiants à travers 186 pays.

Sur le continent, les champions incontestés de la connexion sont la Côte d'Ivoire, Maurice et la RD Congo, dont les

étudiants profitent d'un catalogue très diversifié allant des matières de base, comme l'algèbre, à des domaines aussi pointus que l'astrophysique, sans oublier les cours particulièrement orientés vers l'Afrique, comme ceux sur l'énergie, la

SYLVIE GITZ/EPFL

COLOSSIENS S.A.

Des solutions dans le négoce international



- Recouvrement de dettes
- Vente de cargos en détresse
- Médiation



- Expertises
- Gestion de crise
- Audit avant crédit et CMA

Contact : info@colossiens.ch - Tél. : (+41) 79 796 33 95 www.colossiens.ch

DIASPORAMA

Un air de ville africaine

À deux pas des luxueux hôtels de Genève, non loin de la gare centrale, **Les Pâquis** sont un lieu de rencontre privilégié pour ceux qui viennent du sud du Sahara.

Dans le quartier genevois des Pâquis, Max Lobe se sent comme chez lui. À 30 ans, l'écrivain camerounais, qui vit en Suisse depuis plus de dix ans, en a même fait le personnage central de son premier roman, *39, rue de Berne* (Éditions Zoé, 2013), du nom de l'artère principale de ce quartier chaud situé au pied de la gare Cornavin. Il n'irait voir ailleurs pour rien au monde. La température a certes baissé de quelques degrés ces dernières années, « depuis que des caméras ont été installées à chaque coin de rue », mais rien n'a vraiment changé. Les seaux d'eau se déversent toujours des fenêtres au milieu de la nuit pour éloigner les ivrognes et les dealers. Et les dames continuent de tapiner sur leur tabouret, au numéro 39, en face de la laverie automatique que fréquentait Lobe. Le tout à quelques pâtés de maisons des hôtels de luxe qui, toutes étoiles dehors, bordent le Léman.

C'est aux Pâquis que la plupart de ceux qui débarquent du continent viennent poser leurs valises et lui donnent,



© AGOSTINO PACCANI POUR JA

▲ Fatou Bao, dans son restaurant Aux 5 Sens Wilson.

génération après génération, un air de ville africaine. Les trottoirs y embaument le gingembre frais et le poulet rôti. En bon local, Max salue tout le monde, à commencer par la coiffeuse nigériane

où résidait Félix-Roland Moumié, grande figure du nationalisme camerounais, mort un soir de novembre 1960, empoisonné au thallium par les services secrets français dans l'indifférence générale.

Le Camerounais Max Lobe a fait du quartier le personnage central de son premier roman.

de la rue Sismondi, qui rappelle tant la Charlotte de son roman. Son salon est coincé entre une boutique débordant de pagnes multicolores et un bar à champagne où viennent s'encaniller quelques businessmen cravatés, officiellement jusqu'à 2 heures du matin.

La visite se termine devant le 41, rue des Pâquis et l'immeuble sans charme

PLATEFORME. Juste en face, Fatou Bao vient d'ouvrir son deuxième restaurant, Aux 5 Sens Wilson, en référence à son premier établissement

(Aux 5 Sens) situé derrière la gare, rue Montbrillant, qui est devenu en moins de six ans LA cantine africaine de Genève. Passée par l'une des fameuses écoles hôtelières de son pays d'adoption, la Sénégalaise voit se bousculer à sa table tout ce que l'Afrique compte d'artistes et de politiciens de passage, mais aussi de nombreux diplomates. Elle est ...

COUP DE POUCE À L'INTÉGRATION

La communauté africaine de Suisse dispose depuis novembre 2010 de sa propre association. Grâce à son président, Dozie Céleste Ugochukwu, le Conseil de la diaspora africaine de Suisse (CDAS) fédère plus de 500 membres et 70 associations dans toute la Confédération. « La mort d'un Africain expulsé de l'aéroport de Zurich a fait prendre conscience à toute la communauté originaire du

continent qu'il était temps de s'organiser », explique le conseiller juridique helvético-nigérian, installé en Suisse depuis vingt-cinq ans. Le principal objectif du CDAS est d'améliorer l'intégration des 100 000 Africains officiellement enregistrés dans le pays (dont un tiers en provenance de la Corne de l'Afrique), auxquels s'ajoutent les nombreux Marocains avec un conjoint européen. « Sans compter les sans-papiers »,

ajoute Céleste Ugochukwu. Ces derniers sont stigmatisés par les médias locaux, qui voient en chacun d'eux un délinquant potentiel.

De nombreuses formes de discrimination sont constatées lors de la recherche d'emploi ou d'appartement, mais également dans le cadre de l'école. Le CDAS s'est donc donné pour tâche d'informer la diaspora de ses droits civiques. Depuis quelques

mois, il a par ailleurs lancé des opérations de coopération en direction du continent, en attendant de créer sa propre fondation pour intervenir sur des questions majeures comme celles de la migration ou de la reconstruction des régions sinistrées par l'épidémie d'Ebola. De quoi confirmer son rôle d'interlocuteur fiable et reconnu, en Suisse comme dans les pays africains. ●

OLIVIER CASLIN

THE AFRICA CEO FORUM

5^È
ÉDITION

20-21 mars 2017, Genève

Shaping the future of Africa



LE PLUS GRAND RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL DES DÉCIDEURS ET FINANCIERS DU SECTEUR PRIVÉ AFRICAIN

Avec plus de 600 CEOs africains et internationaux et près de 300 membres de la communauté financière investissant en Afrique, le **AFRICA CEO FORUM** est aujourd’hui le plus grand rassemblement annuel consacré aux enjeux de développement de l’Afrique et de ses entreprises.

En participant au **AFRICA CEO FORUM** les 20 et 21 mars 2017 à Genève, saisissez une occasion exceptionnelle de prendre part à la dynamique de croissance de l’Afrique et de promouvoir la compétitivité de votre entreprise.

RENCONTREZ

de nouveaux partenaires financiers

MULTIPLIEZ

les contacts opérationnels et stratégiques

ACCÉLÉREZ

le développement de vos activités



AFRICA
CEO FORUM

@africaceoforum
#ACF2017

www.theafricaceoforum.com

CO-HOST



ORGANISATEURS

Groupe Jeune Afrique

rainbow
unlimited

... d'ailleurs devenue le traiteur attitré de la plupart des grands banquets organisés par les agences onusiennes du canton, séduites par sa cuisine ouest-africaine revisitée.

À la terrasse, assise devant une copieuse assiette de beignets au thon, Fanny Toutou-Mpondo sirote un jus de bissap. Née à Paris, cette Camerounaise de 31 ans est arrivée à Genève en 2009 pour travailler dans une ONG suisse. En 2013, elle a créé le site web azanya.ch (en hommage au nom qu'aurait pu prendre l'Afrique du Sud de l'après-apartheid). Entièrement consacré à la vie culturelle

des ressortissants de l'Afrique et des Caraïbes résidant à Genève, le portail s'est vite révélé être un lien essentiel pour toute la communauté, qui alimente en direct sa plateforme. L'agenda en ligne

Les trottoirs embaument le gingembre frais et le poulet rôti. Ici, tout le monde se salut.

attire également de nombreux visiteurs suisses intéressés par les événements qui y sont relayés. Comme les soirées que Fanny Toutou-Mpondo organise

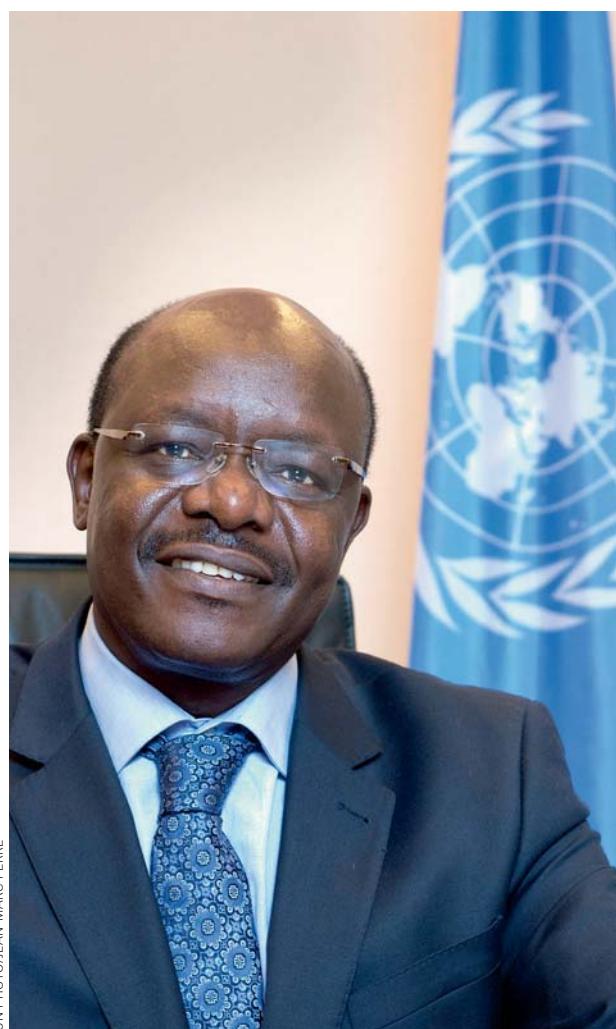
au Silencio, haut lieu des nuits afro aux Pâquis, mais aussi les conférences, cours de danse, expositions, etc.

Et, en matière d'art, une visite au musée Barbier-Mueller s'impose. Installé sur les hauteurs de la vieille ville depuis 1977, il abrite derrière la lourde porte en fer du 10, rue Jean-Calvin l'une des plus importantes collections privées d'art primitif du monde, en grande partie collectée en Afrique au cours du XX^e siècle par Josef Mueller et son gendre, Jean-Paul Barbier. ●

OLIVIER CASLIN

Influences continentales

Le pays est le siège de nombreuses organisations internationales, où travaillent beaucoup d'Africains. Dont certains à des postes stratégiques.



UN PHOTO/JEAN-MARC FERRÉ

Mukhisa Kituyi

60 ans, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Avant de s'installer à Genève pour prendre la tête de la CNUCED, en septembre 2013, le Kényan Mukhisa Kituyi a vu bien du pays. Le sien tout d'abord, où il a commencé ses études supérieures à l'université de Nairobi, puis l'Ouganda, où il a poursuivi avec une licence en sciences politiques et relations internationales obtenue en 1982 à l'université Makerere de Kampala, et enfin la Norvège, où il a achevé son cursus en 1989 par un doctorat en anthropologie sociale à l'université de Bergen. Sa carrière l'a ensuite amené à parcourir le continent et la planète.

Élu député en 1992 (deux fois réélu), il a été ministre du Commerce et de l'Industrie du Kenya de 2002 à 2007, période au cours de laquelle il a présidé pendant deux ans le Conseil des ministres du Marché commun de l'Afrique orientale et australie (Comesa) et le Conseil des ministres africains du Commerce. En tant que

président du Conseil des ministres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), il s'est aussi beaucoup impliqué dans les négociations de l'accord de partenariat avec l'Union européenne, comme dans celles de la sixième conférence ministérielle de l'OMC, à Hong Kong, en 2005.

De 2008 jusqu'à sa nomination à la tête de la CNUCED, Mukhisa Kituyi a dirigé le think tank Kenya Institute of Governance, il a conseillé la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) sur la manière d'établir des relations économiques régionales plus efficaces et, en 2011-2012, il a été consultant auprès de l'Union africaine pour l'élaboration d'une zone de libre-échange panafricaine. Profitant de sa notoriété, Mukhisa Kituyi espère donner plus de visibilité à son institution, souvent éclipsée, dans l'ombre de la vision très libérale véhiculée ces dernières décennies par l'OMC. ● o.c.



FRANCIS DEJON

Yonov Frederick Agah

60 ans, directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Sa nomination au poste de directeur général adjoint de l'OMC est la suite logique d'une carrière qui l'a vu exercer les fonctions les plus variées dans son pays, le Nigeria, puis à Genève. Diplômé en sciences économiques, Yonov Frederick Agah a été conférencier pour l'université de Kaduna (État du centre du Nigeria), journaliste, puis responsable des ventes chez un fabricant de sodas et, enfin, directeur de la branche locale d'un négociant helvético-nigérian. « Donner des cours m'a permis de savoir parler avec simplicité de choses

compliquées. Être journaliste m'a apporté un style d'écriture clair et concis. Enfin, mes expériences dans le privé m'ont donné une meilleure compréhension des problématiques du secteur », explique-t-il. Ce parcours l'emmène à Abuja, où, en 1991, il entame une carrière de fonctionnaire fédéral au ministère du Commerce et de l'Industrie, puis intègre l'équipe constituée par le Nigeria pour les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) menées au sein de l'OMC, à Genève. En 2005, il est nommé ambassadeur auprès de l'organisation et est le négociateur en chef du Nigeria pour le Cycle de Doha. C'est en 2013 que le Brésilien Roberto Azevêdo, alors nouveau patron de l'OMC, le choisit pour être l'un de ses quatre adjoints. Il le sera jusqu'en août 2017. Ensuite, tout est possible, assure le Nigérian, qui se verrait bien revenir à l'enseignement. Peut-être, comme il l'espère, pas trop loin des eaux calmes du lac, sur lequel son bureau actuel offre une vue imprenable. ●

O.C.



© AGOSTINO PACCIANI POUR JA

Vanessa Moungar

31 ans, senior manager Afrique au Forum économique mondial

Vanessa Moungar ne doute de rien et ne s'en est d'ailleurs jamais laissé le temps. La Franco-Tchadienne savoure à peine le panorama genevois que lui offre le siège du Forum économique mondial (WEF), perché sur les hauteurs du quartier des Eaux-Vives. Toujours dans l'action, entre l'Europe, l'Afrique et les États-Unis, elle s'est construit un CV qui en impressionne plus d'un. À commencer par son employeur.

La jeune femme a toujours su ce qu'elle voulait: contribuer à accélérer le développement en Afrique. Quand elle intègre le Paris Business College (PBC) après l'obtention de son baccalauréat, en 2002, c'est pour s'assurer « une parfaite maîtrise de l'anglais dans le monde du business » (et une licence en administration des affaires et commerce international). Quand, quatre ans plus tard, elle s'envole pour les États-Unis, « c'est pour entrer à Harvard ». Et en sortir en 2013 avec un master en management, et major de sa promotion, comme elle l'avait déjà été au PBC.

Parallèlement, Vanessa Moungar met un pied dans le monde de l'entreprise en tant que chargée des études de marché, puis des ventes, d'une jeune société d'agribusiness basée à New York. Convaincue que le secteur privé a un rôle essentiel dans le développement économique, elle en fait son sujet de thèse à Harvard. Ce qui lui ouvre les portes du WEF, où elle débarque en décembre 2013. Au sein du département Afrique de l'organisation, elle côtoie les chefs d'État, les décideurs publics et privés d'un continent qu'elle sillonne depuis, cherchant toujours « à avoir le plus d'impact possible ». En continuant sur cette lancée, peut-être deviendra-t-elle un jour secrétaire générale de l'ONU, son rêve de petite fille. ●



AFP

Fatma Samoura

54 ans, secrétaire générale de la Fifa

En mai, la Sénégalaise a créé la surprise à Mexico, lors du 66^e Congrès de la Fifa, lorsqu'elle a été nommée secrétaire générale de l'instance internationale du football. Mi-juin, elle prenait ses fonctions à Zurich. Une première pour une femme, par surcroît non européenne et sans expérience dans le monde du sport. Elle est en revanche habituée à gérer de gros budgets. Après vingt et un ans de carrière à l'ONU – au sein du Programme alimentaire mondial, puis du Pnud, pour lesquels elle a été en poste au Cameroun, au Tchad, en Guinée, à Djibouti, au Nigeria et à Madagascar –, Fatma Samoura change de registre. Sa mission: faire souffler un vent nouveau, celui de la bonne gouvernance et de la transparence, tout en veillant à ce que la Fifa accorde plus d'attention et de place aux femmes, sur les terrains comme au sein de son administration. La diplomate va devoir faire preuve d'habileté si elle veut éviter le carton rouge. ●

O.C.

Vos experts pour l'Afrique

kpmg.ch/businessinafrica



KPMG

« Nous contribuons au vaste plan de transition énergétique de Djibouti »



Tommy Tayoro Nyckoss, le fondateur de la société d'aviation privée Ivory Jet Services, multiplie les projets. Il se lance aujourd'hui dans l'assistance aéronautique, le catering et l'énergie solaire et promet de prendre part à la transition énergétique de son pays.

TOMMY TAYORO NYCKOSS EST LE FONDATEUR D'IVORY JET SERVICES, la société djiboutienne spécialisée dans l'aviation privée et médicale.

Les activités du chef d'entreprise ne se limitent pas au seul transport aérien. Il travaille aussi dans les secteurs de l'assistance aéronautique, le catering et l'énergie solaire. Conscient de l'importance qu'ont ces différentes activités dans le développement de l'Afrique, et notamment de Djibouti, Tommy Tayoro Nyckoss souhaite les développer encore davantage. Rencontre.

M. Tayoro Nyckoss, nous vous avions interviewé il y a maintenant presque un an. Pouvez-vous nous dire ce que vous avez fait durant cette année écoulée ?

Vous faites bien de me le rappeler car je n'ai pas vu cette année s'écouler tant elle a été riche en investissements, qu'ils soient financiers ou humains, de la part de toute l'équipe d'Ivory Jet Services.

Nous sommes satisfaits du travail que nous avons accompli avec Ivory Jet Services qui, je le rappelle, est la première compagnie d'aviation privée de Djibouti.

Nous travaillons actuellement avec deux nouveaux jets qui s'ajoutent au Falcon 50 que l'on avait déjà

en notre possession. Cela nous a permis d'élargir le nombre de nos clients qui avaient besoin, pour certains, d'avions de plus grande capacité. Nous avons donc désormais un Falcon 7X et un Falcon 900.

D'après nos informations, vous semblez mener d'autres activités toujours dans le domaine de l'aviation. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Le secteur de l'aéronautique est un monde passionnant qui regroupe plusieurs métiers complémentaires. Nous avons fait le choix cette année de



mener un développement vertical de notre activité. En clair, nous avons décidé de créer une joint-venture avec la société Jetex, spécialisée dans les services dans les aéroports. Cette société est implantée dans bon nombre de pays à travers le monde. En Afrique, toutefois, elle n'était présente qu'au Maroc jusqu'ici. Avec le FBO (fixed-base

« Nous avons désormais deux nouveaux jets »

operator) que nous allons prochainement créer, nous apporterons -notamment grâce au savoir-faire de Jetex- une qualité de service supplémentaire dans le domaine de l'assistance des avions et des services associés.

Cherchez vous à développer d'autres activités dans l'aéroport de Djibouti ?

Lancés comme nous le sommes et surtout entourés d'une équipe compétente comme celle que nous avons, il aurait été dommage de s'arrêter en si bon chemin. En tant qu'opérateur de plusieurs jets, nous avons, en tout temps, rencontré un même problème : savoir où nous procurer un service de catering (restauration dans les avions) respectant les normes internationales. Conscient du potentiel lié au trafic aérien de l'aéroport de Djibouti, il nous est apparu comme une évidence d'élargir nos activités à ce domaine. Nous sommes donc, en ce moment, en pleine réhabilitation afin de pouvoir fournir à l'ensemble des avions se posant à l'aéroport de Djibouti un service de restauration en vol.



Avez-vous d'autres ambitions ou activités dont vous souhaitez nous faire part ?

Peut-être ne le saviez-vous pas, mais nous avons une société qui travaille dans les énergies renouve-

ables et qui, compte tenu de la position géographique de Djibouti et de son ensoleillement quasi permanent, s'est spécialisée dans le solaire. Nous équipons les rues de Djibouti d'éclairage public solaire entièrement autonome ce qui réduit de façon importante les émissions polluantes. Cette société s'appelle Solar 7.

Djibouti ambitionne d'ici à 2020 d'avoir 100 % de son éclairage public en solaire. Nous œuvrons donc pour contribuer à ce vaste plan de transition énergétique. Notre savoir-faire et l'expérience que nous continuons d'acquérir depuis maintenant quatre ans nous permettront de proposer nos services à d'autres pays dans la sous-région. Nous sommes convaincus -et non pas seulement pour l'Afrique- que l'exploitation des énergies renouvelables en vue du remplacement des énergies fossiles conduira inéluctablement à la préservation de notre environnement et donc de la planète. L'exploitation de l'énergie inépuisable du soleil représente le futur. Qui mieux que l'Afrique peut en bénéficier ? Il est de notre devoir de nous y intéresser. ■

NOUS CONSTATONS QUE LA VOLONTÉ DE TOMMY TAYORO NYCKOSS DE FAIRE DE L'AFRIQUE UN CONTINENT OÙ L'ON DISPOSE DES MÊMES SERVICES QU'EN OCCIDENT, RESTE AUJOURD'HUI INTACTE.

Le rendez-vous est dès et déjà pris pour faire le point l'année prochaine.



Plateau du serpent,
31 boulevard du maréchal Foch.
DJIBOUTI
Tél. : +253 21 35 22 44
Email : contact@ivoryjetservices.com
www.ivoryjetservices.com



16 ABD

AFRICA BUSINESS DAY

THE ANNUAL PLATFORM FOR BUSINESS BETWEEN SWITZERLAND AND AFRICA



MEET WITH COMPANIES ACTIVE IN AFRICA
SHARE EXPERIENCES & APPROACHES
LEARN FROM BEST PRACTICES
EXPLORE THE LATEST TRENDS

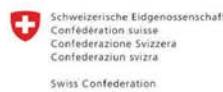
Further information on Africa Business Day available at: www.sabc.ch/abd

AFRICA BUSINESS DAY 2016 HIGHLIGHTS



SPONSORS & PARTNERS FOR AFRICA BUSINESS DAY 2016

UNDER PATRONAGE OF GOLD SPONSORS



Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAE
Confédération Suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation



SILVER SPONSORS



People for Process Automation

PARTNERS



beider basel
handelskammer

SWISS MEDIA PARTNER

JEUNE AFRIQUE

THE AFRICA REPORT

JEUNE AFRIQUE

THE AFRICA REPORT

DIFCOM - GROUPE JEUNE AFRIQUE
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - Tél. : (+33) 1 44 30 19 60 - Email. : regie@jeuneafrique.com
www.jeuneafrique.com

Brahms Group

Agit dans le présent

NOS ACTIVITES:

- Conseil
- Montage de projets industriels et énergétiques
- Prises de participation dans des projets miniers

NOS VALEURS:

- Intégrité
- Excellence
- Modernité

Le futur est entre nos mains... Écrivons le **ensemble**.



**L'AVENIR D'UNE AFRIQUE ÉMERGENTE
SE CONSTRUIT AUJOURD'HUI.**

